

Questions orales

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas eu l'occasion de lire ce rapport du gouvernement ontarien. Bien que certains aspects fassent encore l'objet de discussions acerbes, je tiens à déclarer à la Chambre que la situation de l'industrie automobile s'est beaucoup améliorée au Canada depuis que nous avons signé l'accord sur l'automobile il y a plusieurs années. Nous avons réussi à plus que doubler le nombre des emplois et des activités associées à cette industrie que nous avions avant de signer cet accord. Le gouvernement cherche sans cesse à améliorer cet accord qui est certainement loin d'être un document parfait, et c'est à quoi s'emploie actuellement le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. Comme le rapport révèle que si le Canada avait obtenu sa juste part de l'investissement dans l'industrie automobile en Amérique du Nord, il aurait obtenu 866 millions de plus en investissements, le ministre nous dirait-il si des entretiens ont eu lieu avec les principaux fabricants d'automobiles au pays afin de déterminer tout d'abord s'ils nous donnent une juste part des investissements et par conséquent des emplois, et sinon, deuxièmement, pourquoi ils ne donnent pas au Canada une juste part des investissements et des emplois?

M. Chrétien: Je le répète, monsieur l'Orateur, je n'ai pas pris connaissance du rapport depuis qu'on l'a rendu public et je ne sais pas si le ministre de l'Industrie et du Commerce a eu l'occasion de le lire. Je tiens à dire que l'accord sur l'industrie automobile a été extrêmement avantageux pour le Canada, bien que ce ne soit pas un instrument parfait. Le député devrait être au courant du genre de critiques dont cet accord fait l'objet jour après jour aux États-Unis où l'on soutient qu'il a été trop avantageux pour le Canada.

LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT DANS L'INDUSTRIE
AUTOMOBILE

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie. Le ministre des Finances a dit que l'Accord de l'automobile était extrêmement avantageux pour les Canadiens. Le rapport du gouvernement ontarien dit que, si nous avions reçu notre juste part dans le secteur de la recherche et du développement de l'industrie automobile, il y aurait aujourd'hui 2500 personnes employées dans ce secteur au Canada, seulement pour l'automobile, alors qu'il n'y en a pratiquement pas actuellement.

Considérant que, pour les trois dernières années, quelque 203 millions de dollars en moyenne ont fui aux États-Unis pour la recherche et le développement, parce que nous n'avions personne qui travaillait dans ce domaine, le ministre pourrait-il nous dire s'il était au courant de ce fait et, dans l'affirmative, ce que son ministère a fait pour remédier à cette situation?

M. Judd Buchanan (ministre des Travaux publics et ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie): Monsieur l'Orateur, nous sommes très conscients de ce déséquilibre; c'est d'ailleurs un de nos soucis majeurs que l'Accord de l'automobile ne prévoit rien de précis concernant la recherche et le développement dans l'industrie automobile canadienne. Je

sais que mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce, est en négociations avec une des grandes compagnies, pour l'inciter à faire faire une partie appréciable de son travail de recherche et de développement au Canada.

Pour donner une précision supplémentaire, d'après ce que je sais, l'industrie automobile nous donne environ 11.3 p. 100 des emplois qu'elle représente en tout en Amérique du Nord, alors que le Canada ne représente qu'environ 8.8 p. 100 du marché nord-américain de l'automobile.

M. Stevens: Ce n'est pas vrai.

M. Buchanan: Les députés de l'autre côté n'arrêtent pas de dire que ce n'est pas vrai, on m'a pourtant assuré que ces chiffres étaient exacts.

L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN SUR L'AUTOMOBILE—LE
DÉFICIT DU CANADA DANS LE SECTEUR DES PIÈCES
D'AUTOMOBILES

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Industrie et du Commerce étant absent, c'est au ministre des Finances que j'aimerais adresser ma question, motivée par le fait que le Trésor et le ministère des Affaires économiques ontariens ont déclaré que le Canada est lésé dans l'application du pacte de l'automobile. Ainsi, dans ma circonscription de Parry-Sound, il y a bien des chômeurs, ce qui donne une idée des problèmes humains qui se cachent derrière les déficits croissants qu'accuse le secteur des pièces d'automobiles.

Étant donné que le Canada a cessé d'investir dans ce secteur alors que les États-Unis continuent à y investir de plus en plus, le ministre peut-il dire à la Chambre pourquoi le gouvernement a laissé dégrader la situation dans ce secteur pour arriver à un déficit de 3.2 milliards de dollars et pourquoi il n'a rien fait pour essayer de redresser la situation.

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je ne peux pas ajouter grand-chose aux propos du député. Tout ce que j'ai dit à la Chambre, c'est que nous ne cessons d'essayer de trouver une solution. Je me souviens très bien qu'il y a une dizaine d'années, quand nous avons décidé de signer le pacte de l'automobile, le Canada recueillait à peu près de 5 à 6 p. 100 des emplois de ce secteur. Cette proportion a doublé depuis, et le nombre d'emplois créés au Canada a augmenté par rapport à la part canadienne du marché nord-américain.

M. Stevens: C'est faux!

M. Chrétien: On peut toujours faire dire ce qu'on veut aux statistiques. J'admets que l'accord sur l'automobile n'est pas parfait; il a toutefois considérablement amélioré la situation depuis une dizaine d'années et nous ne ménageons pas nos efforts pour essayer de l'améliorer encore.

M. Darling: Monsieur l'Orateur, le gouvernement peut-il assurer à la Chambre qu'aux négociations de Genève sur les tarifs, le pacte relatif à l'industrie de l'automobile sera lié à d'autres mesures tarifaires et qu'aucun engagement au GATT ne sera signé tant qu'il n'y aura pas eu de négociations sur un pacte de l'automobile juste? Peut-il également assurer à la Chambre que sera maintenue la norme tarifaire de 15 p. 100, que le rapport estime essentielle à l'industrie automobile?